



Note conceptuelle pour une session thématique sur

Le travail des enfants dans l'agriculture

V^e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, Durban, en Afrique du Sud

Jeudi 19 mai 2022, 12:30 - 14:15

Contexte

L'agriculture reste le principal employeur d'enfants, représentant 70 % du travail des enfants dans le monde. Selon les estimations mondiales de 2020, quatre millions d'enfants supplémentaires ont été entraînés dans le travail des enfants dans l'agriculture au cours de la période 2016-2020. Par conséquent, on estime que 112 millions de garçons et de filles travaillent aujourd'hui dans le secteur agricole, y compris les cultures, la pêche et l'aquaculture, l'élevage et la foresterie.

L'agriculture fournit des moyens de subsistance et contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition de millions de personnes dans le monde. Néanmoins, la pauvreté des ménages, l'insécurité alimentaire et la malnutrition restent très répandues dans les zones rurales. Les régimes de travail dans l'agriculture sont souvent informels, occasionnels ou saisonniers et dangereux par nature, laissant fréquemment les travailleurs ruraux sans possibilité d'accéder à un travail décent. En outre, la majorité des agriculteurs, dans le monde entier, sont des producteurs et des exploitants à petite échelle et à dimension familiale qui n'ont qu'un accès limité aux informations, aux connaissances, aux marchés, aux financements et aux moyens de production adéquats, ainsi qu'à la protection sociale. De plus, la jouissance de leurs droits de l'homme, de leurs droits du travail et de leurs droits fonciers est rarement garantie. Ces difficultés sont exacerbées pour les femmes et les filles rurales.

Par conséquent, de nombreux producteurs et exploitants à petite échelle sont pris au piège dans un cercle vicieux de faible productivité et de revenus instables qui les rendent plus enclins à dépendre du travail familial et par conséquent du travail des enfants comme stratégie de survie. Ces producteurs et travailleurs, leurs familles et leurs communautés sont également surexposés et vulnérables aux impacts des chocs économiques, sociaux et naturels, encore plus dans le contexte de crises qui s'enchaînent comme la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les conflits.



Les principaux moteurs du travail des enfants dans les zones rurales sont la pauvreté, le manque d'accès à une éducation de qualité et à des programmes d'études pertinents, aux services de santé, à la formation professionnelle et aux opportunités de travail décent, ainsi qu'aux marchés. Sans les politiques, le soutien et les investissements appropriés pour permettre l'accès à ces droits et à de meilleures conditions de travail, il est difficile de briser le cercle vicieux de la pauvreté et du travail des enfants dans l'agriculture.

Ces facteurs revêtent également des formes aussi différentes que l'agriculture elle-même, ce qui fait du travail des enfants dans l'agriculture un problème qui nécessite des mesures intersectorielles. Il est donc important d'intégrer les considérations relatives à la prévention du travail des enfants non seulement dans les politiques et programmes relatifs à l'agriculture et au travail, mais aussi dans les politiques liées à l'éducation, à la protection sociale et à la santé, entre autres. En outre, les mesures visant à mettre fin et à prévenir le travail des enfants doivent être adaptées aux contextes et aux sous-secteurs (agriculture, pêche et aquaculture, élevage, sylviculture). La résolution de ce problème nécessite donc une approche globale qui inclut divers acteurs agricoles dans des efforts nationaux, régionaux et mondiaux. Les organisations de producteurs, les syndicats agricoles, les agents de vulgarisation agricole, les ministères de l'Agriculture, les institutions financières internationales et les partenaires du développement ont un rôle décisif à jouer pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants dans l'agriculture de manière coordonnée et efficace. Sans leur engagement, une collaboration accrue et une avancée dans l'agriculture, la cible 8.7 des ODD ne sera pas atteinte.

En s'appuyant sur l'élan créé en 2021 par l'Année internationale pour l'élimination du travail des enfants et les solutions présentées lors du Forum des solutions mondiales de la FAO: Agir ensemble pour mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture, le panel thématique de haut niveau présentera des solutions, renouvellera les engagements des acteurs agricoles et appellera à une collaboration intersectorielle plus importante et efficace ainsi qu'à des investissements ciblés.

Questions à traiter

Pour relever ces défis et mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture, il est clair que les parties prenantes du secteur agricole et les acteurs des zones rurales doivent être pris en compte et impliqués. Le panel de haut niveau sur l'agriculture réunira des acteurs locaux, nationaux, régionaux et mondiaux qui contribuent à la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture dans différents sous-secteurs.



Les panélistes partageront et discuteront de solutions qui changent la donne et exprimeront leur avis sur les points suivants:

- • Qu'est-ce qui est nécessaire pour permettre la contribution des acteurs agricoles pour mettre fin au travail des enfants par le biais de processus nationaux?
- • À court terme, quelles actions immédiates les acteurs agricoles doivent-ils privilégier pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants dans l'agriculture (pauvreté rurale, insécurité alimentaire, obstacles à l'emploi décent des jeunes, vulnérabilité aux chocs économiques et climatiques, manque de protection sociale et obstacles à une éducation gratuite de qualité)?
- • À moyen et long terme, quelles actions les acteurs agricoles peuvent-ils entreprendre pour faire des systèmes agroalimentaires durables et résilients un moteur pour mettre fin au travail des enfants?

Panélistes

1. Mme Thoko Didiza, ministre de l'Agriculture, de la réforme agraire et du développement rural d'Afrique du Sud – à confirmer
2. Mme Emmerance Tuyishime, PDG par intérim, Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) – (représentante des employeurs) – Confirmé
3. Intervenant de l'UITA – (représentant des travailleurs) – Confirmé
4. Orateur de la Banque mondiale – Confirmé (participation virtuelle)
5. M. Ali Aybey, Directeur général adjoint pour les relations étrangères, ministère du Travail et de la sécurité sociale de Turquie – À confirmer
6. M. Bernd Seiffert, Point focal pour le travail des enfants dans l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Confirmé
7. Mme Kamasa Dorothy Azimi, défenseuse de la jeunesse et fondatrice, Center for Women and Food Security Ghana (CeWaFS-Ghana) – à confirmer
8. Mme Carla Caballeros, Directrice exécutive, Comité Coordinador de Asociaciones Agrícolas, Comerciales, Industriales y Financieras (CACIF Guatemala) – (représentante des employeurs) – TBC

Modératrice

Mme Gugu Mfuphi - Confirmé (en personne)

